



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2014 ET PERSPECTIVES EN 2015

Rapport disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn
@DPEE/DPMSM mai 2015

Table des Matières

<i>RESUME</i>	3
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	7
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2014	7
1.1.1. Les ressources du PIB	7
1.1.2. Les emplois du PIB	12
1.1.3. Inflation et Compétitivité	12
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2015	13
1.2.1. Les ressources du PIB	13
1.2.2. Les emplois du PIB	17
1.2.3. Inflation	17
2. LES FINANCES PUBLIQUES	17
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2014	17
2.1.1. Les Recettes budgétaires	17
2.1.1. Les Dons	19
2.1.3. Les Dépenses publiques	19
2.1.3. Le Financement	20
2.1.4. La Dette publique	20
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2015	20
2.2.1. Les Recettes budgétaires en 2015	21
2.2.2. Les Dépenses publiques	22
2.2.4. Le Financement	23
2.2.3. La Dette publique	23
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	23
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2014	23
3.1.1. Evolution de la balance courante	24
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières	25
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2015	25
3.2.1. Evolution de la balance courante	25
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières	26
4. LA SITUATION MONETAIRE	27
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2014	27
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets	27
4.1.2. Le crédit intérieur	27
4.1.3. La masse monétaire	27
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2015	27
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets	27
4.2.2. Le crédit intérieur	28
4.2.3. La masse monétaire	28
ANNEXES	29

RESUME

L'environnement économique et financier international est marqué en 2014 par le retour de la croissance dans la zone euro (+0,9% en 2014 contre -0,5% en 2013), une amélioration de la croissance aux Etats-Unis (+2,4% contre +2,2% en 2013) et un ralentissement de l'expansion économique dans les pays émergents et en développement (+4,6% contre +5% en 2013). Au total, la croissance mondiale ressort à 3,4% en 2014, soit au même niveau qu'en 2013, selon les dernières estimations du Fonds monétaire international.

Au plan interne, les conditions plus propices imputables notamment au démarrage de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent mais également à la consolidation des échanges avec le Mali, ont été profitables à l'économie sénégalaise. Ce regain de dynamisme traduit le renforcement de la demande intérieure, favorisé par la consolidation des investissements publics dans l'énergie et les infrastructures, dans un contexte de démarrage de la mise en œuvre du PSE. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 4,7% en 2014 contre 3,6% un an auparavant, porté par l'amélioration de la production dans le sous-secteur agricole, la relance des industries de l'huile et du sucre, mais également par le dynamisme, notamment, des cimenteries, des BTP, de l'énergie, des télécommunications ainsi que des services financiers.

La relance de l'activité économique s'est, par ailleurs, opérée dans un contexte de maîtrise des prix intérieurs, sous l'effet de la baisse des cours des principaux produits sur le marché international. Ainsi, l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établie à 0,1% contre -1,9% en 2013.

Au titre des finances publiques, l'exécution budgétaire en 2014 s'est inscrite dans une trajectoire prudente afin de préserver la stabilité macroéconomique. Ainsi, la mobilisation des ressources a bénéficié de la deuxième année de mise en œuvre de la réforme fiscale. Du côté des dépenses publiques, la dynamique de rationalisation des charges de fonctionnement a été maintenue afin de renforcer l'investissement dans le contexte de la mise en œuvre du PSE. En conséquence, le déficit budgétaire, dons compris, s'est amélioré de 0,4% point de PIB passant de 5,4% du PIB en 2013 à 5% du PIB en 2014.

Concernant **les transactions avec le reste du monde**, elles ont été marquées en 2014 par une amélioration du déficit courant qui est estimé à 8,8% du PIB contre 10,4% du PIB en 2013. Le solde du compte de capital et d'opérations financières s'est également amélioré de 166,5 milliards, à la faveur de la bonne tenue du compte d'opérations financières, en liaison, notamment, avec la levée de l'eurobond sur le marché international. Globalement, la balance des paiements a dégagé un excédent de 219,6 milliards contre un déficit de 26,5 milliards en 2013.

S'agissant de la situation monétaire en 2014, elle s'est traduite par une amélioration des avoirs extérieurs nets de 219,6 milliards ainsi qu'une augmentation de 2,8% du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 11,4%.

En 2015, la relance de l'économie sénégalaise devrait se consolider, sous l'impulsion de l'accélération de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Les perspectives mondiales plus favorables conjuguées à la poursuite de l'amélioration de la situation sociopolitique et sanitaire dans la sous-région seraient favorables à l'économie nationale. Par ailleurs, l'activité économique tirerait avantage des mesures prises par le Gouvernement pour accompagner le secteur privé, à travers la mise en place du FONSI, du FONGIP et de la BNDE. Le taux de croissance du PIB réel est, ainsi, attendu à 5,4% en 2015.

S'agissant de l'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB, elle est projetée à 1,6% en 2015 contre une estimation de +0,1% en 2014.

Concernant la **gestion budgétaire**, elle continuera de s'inscrire dans la poursuite de la maîtrise du déficit budgétaire dans un contexte de mise en œuvre d'importantes réformes et de démarrage des projets prioritaires du Plan Sénégal Emergent. Elle s'appuiera sur le renforcement de la mobilisation des ressources ainsi que la rationalisation des dépenses de fonctionnement conjuguée à une plus grande efficacité des investissements publics. Cette stratégie devrait permettre de dégager davantage de marges budgétaires au profit des investissements prioritaires du PSE. Globalement, la politique en matière de finances publiques et d'endettement sera centrée autour de la préservation de la stabilité macroéconomique. Par conséquent, le déficit budgétaire est projeté à 4,8% du PIB, soit en amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2014.

Quant aux **échanges avec le reste du monde**, ils devraient être marqués par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (8% du PIB en 2015 contre 8,8% en 2014) ainsi que par un important repli de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait s'établir à +82,3 milliards, soit une dégradation de 137,3 milliards par rapport à 2014.

Enfin, au titre de la **situation monétaire**, il est attendu en 2015 une augmentation de 82,3 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 17% et une expansion de 15,3% de la masse monétaire. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 34,6%, soit un renforcement de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2014.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'**environnement économique et financier international** est marqué en 2014 par le retour de la croissance dans la zone euro (+0,9% en 2014 contre -0,5% en 2013), une amélioration de la croissance aux Etats-Unis (+2,4% contre +2,2% en 2013) et un ralentissement de l'expansion économique dans les pays émergents et en développement (+4,6% contre +5% en 2013). Au total, la croissance mondiale ressort à 3,4% en 2014, soit au même niveau qu'en 2013, selon les dernières estimations du Fonds monétaire international.

En 2015, la croissance mondiale devrait s'améliorer, en s'inscrivant en hausse de 3,5 %, sous l'impulsion des économies avancées. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni où la croissance est attendue respectivement à 3,1% et 2,7%, la reprise devrait être portée principalement par la hausse de la consommation et de l'investissement. Dans la zone euro, le repli des prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt, la dépréciation de l'euro conjugués aux mesures budgétaires devraient permettre de porter la croissance à 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014. L'Italie devrait connaître une croissance positive, projetée à 0,5% après une série de récession. En Allemagne, en Espagne et en France, la croissance économique est attendue respectivement à 1,6%, 2,5% et 1,2%.

Au titre des échanges commerciaux, le volume du commerce mondial s'est conforté modérément en 2014, avec une progression de 3,4%, stimulé essentiellement par les pays émergents et en développement. Dans les pays avancés, les échanges avec le reste du monde ont aussi connu une nette amélioration reflétant, ainsi, la relance des économies de la zone euro. En effet, les importations et les exportations de ce groupe de pays ont progressé au même rythme de 3,3%, après respectivement 2,1% et 3,1% en 2013. En 2015, le regain de dynamisme attendu, notamment, dans les économies avancées, influencerait positivement sur le rythme de progression des échanges internationaux (+3,7%).

Sur le marché des matières premières, l'année 2014 a été marquée par la poursuite de la tendance baissière des prix, laquelle devrait également se poursuivre en 2015. En effet, les cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) devraient s'établir à 58,14 \$US contre 96,25 \$US l'année 2014, en raison d'une offre mondiale au dessus de la demande. Parallèlement, les cours des matières premières hors combustibles se sont inscrits en baisse de 4% en 2014 par rapport à 2013. En 2015, les cours de ce groupe de produits devraient encore baisser de 14,1% par rapport à 2014.

S'agissant des prix à la consommation, ils ont été marqués par la tendance baissière des cours sur le marché international. Ainsi, dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'est établie à 5,1 % en 2014 contre 5,9% un an auparavant, alors que dans les économies avancées, les prix ont progressé de 1,4%, soit au même rythme qu'en 2013. En 2015, l'inflation devrait rester à des

niveaux modérés; les prévisions tablent sur un niveau de 0,4% dans les pays avancés et 5,4% dans les pays émergents et en développement.

Sur le marché monétaire et financier, le récent assouplissement des conditions financières sur les marchés internationaux pourrait, de nouveau, avoir pour effet de promouvoir l'expansion du crédit et l'accroissement des déficits des comptes courants. En effet, la Banque centrale européenne (BCE) a porté son taux de refinancement des banques primaires à 0,05%, soit une baisse de 10 points de base, et a également décidé de ramener son taux de rémunération des dépôts à -0,2% contre 0% précédemment. Cette décision de la BCE concourt à distribuer davantage de crédits pour financer les investissements, booster la croissance et accélérer l'inflation. Par ailleurs, la Banque centrale américaine (Federal Reserve), à travers sa politique ultra-expansive, continue d'influer sur les marchés internationaux, avec un taux directeur toujours faible.

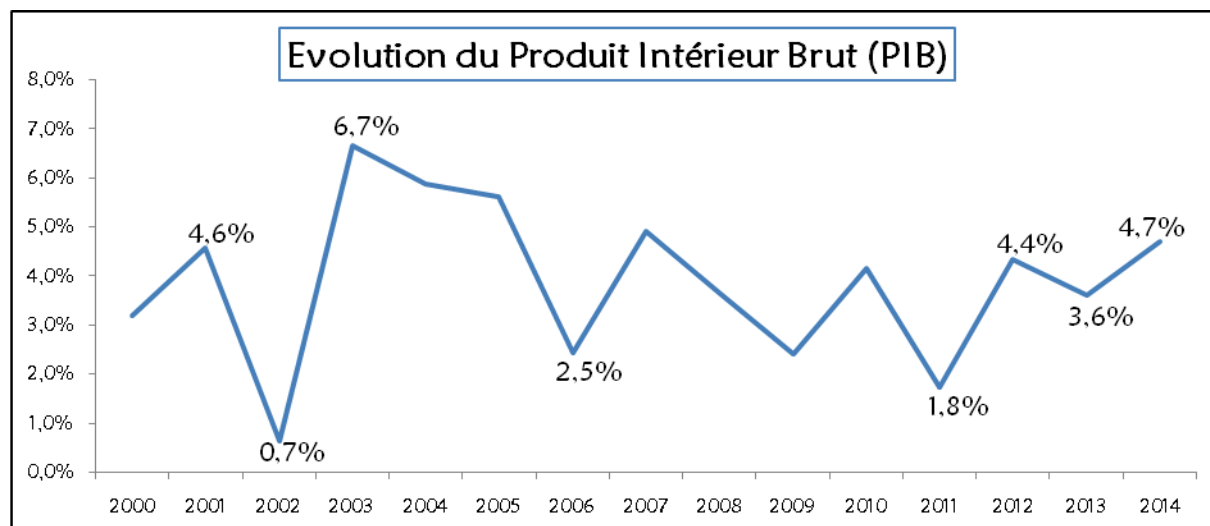
Dans ce contexte de détente monétaire, les flux de capitaux vers les pays avancés et en provenance de ces pays sont restés relativement modérés, conformément à la tendance de l'après crise. Les flux de capitaux vers les pays émergents ont ralenti au deuxième semestre de 2014 après un premier semestre solide, sous l'effet également de la montée des tensions géopolitiques et des craintes concernant la dégradation des perspectives de croissance. Toutefois, les taux de change et les cours boursiers resteraient stables ou orientés à la hausse dans certains pays. En particulier, l'euro s'est déprécié considérablement par rapport au dollar et le taux de change euro/dollar s'établirait à 1,13 en 2015 contre 1,33 l'année précédente.

1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2014

1.1.1.1. Les ressources du PIB

Dans un contexte marqué par l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement économique et social à travers le Plan Sénégal Emergent (PSE), l'environnement économique interne s'est révélé davantage favorable suite au ralentissement observé un an auparavant. En effet, au-delà du renforcement des investissements, notamment, dans les infrastructures et dans l'énergie, l'économie a tiré avantage des moyens dégagés par l'Etat au profit du sous-secteur agricole. Ainsi, en dépit des retombées négatives de la propagation de l'épidémie à virus Ebola dans la sous-région sur les activités touristiques et de transport, l'activité économique s'est nettement relancée en 2014, au regard du taux de croissance du PIB réel estimé à 4,7% contre 3,6% en 2013. Ce regain d'activité reflète principalement l'amélioration de la croissance dans le secteur primaire ainsi que la vigueur du secteur tertiaire. Dans le secteur secondaire, bien que l'activité ait ralenti, un dynamisme marqué a été relevé dans les matériaux de construction, les BTP et l'énergie.



Source : DPEE

Dans le secteur primaire, l'activité s'est améliorée en affichant une progression estimée à 3,6% en 2014, après une hausse de 2,7% l'année précédente. Ce regain de croissance reflète le renforcement de la valeur ajoutée du sous-secteur agricole, qui s'est inscrit en hausse de 4,7% en 2014 contre 0,4% un an auparavant, en dépit de l'installation tardive de l'hivernage et du déficit pluviométrique observé dans plusieurs zones agro-écologiques. En effet, les mesures prises par le Gouvernement en termes de mise à disposition de semences à cycle court dans le cadre du programme d'adaptation, ont permis d'atténuer l'impact négatif du retard pluviométrique sur les cultures. Plus globalement, le sous-secteur a profité de la mise en œuvre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui vise à construire une agriculture compétitive, diversifiée et durable, conformément aux orientations du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Au total, la relance notée dans le sous-secteur agricole est portée principalement par l'agriculture vivrière qui s'est inscrite en hausse de 6,3% en 2014 contre 1,0% en 2013, à la faveur du dynamisme de l'horticulture et des performances observées dans la production de riz, de sorgho et de niébé. Dans la branche horticole, des avancées remarquables ont été relevées, notamment, dans la production de la pomme de terre (+48,5%), de carotte (+23,5%), d'haricot vert (+15%) et d'oignon (+6,5%). Concernant la production de riz qui bénéficie d'un programme visant l'autosuffisance à l'horizon 2017, elle s'est nettement confortée, progressant de 28% par rapport à l'année 2013. Au titre des autres céréales, les productions de sorgho et de niébé ont enregistré, respectivement, des hausses de 11% et 57%, à la faveur des mesures prises par les autorités en matière de fourniture de semences à cycle court. En revanche, des baisses ont été relevées dans la production de mil (-16%) et de maïs (-21%).

Concernant l'agriculture industrielle, une timide progression de 0,2% (contre -1,3% en 2013) a été notée, traduisant ainsi le repli de production arachiédrière (-1%), modéré, cependant, par la progression des autres cultures industrielles.

Dans les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche, l'activité s'est révélée moins dynamique. En effet, les activités d'élevage sont estimées en hausse de 2,7% en 2014 contre une progression de 8,3% un an auparavant. Ce ralentissement reflète, en partie, la contraction de la production de la viande de bétail de 4,7%. Cependant, cette tendance baissière a été amoindrie par la bonne tenue des productions de lait (+8,3%) et d'œuf (+6,1%).

Dans le sous-secteur de la pêche, une faible reprise de l'activité a été notée en 2014 avec une progression de 0,9%, suite au recul de 4,6% un an auparavant. Cette légère amélioration est tirée par la pêche industrielle dont les débarquements ont augmenté de 14,2% en 2014. Néanmoins, sur la même période, les débarquements de la pêche artisanale se sont contractés de 6,8%, traduisant, ainsi, les difficultés du sous-secteur confronté à la surexploitation des ressources mais également aux perturbations relatives aux changements climatiques.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité a tiré avantage de la relance des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de la fabrication de sucre et des matériaux de construction conjuguée notamment au dynamisme des BTP. Toutefois, le secteur s'est inscrit en ralentissement avec une progression estimée à 2,9% en 2014 contre une hausse de 3,3% l'année précédente, sous l'effet, notamment, des difficultés dans les activités extractives, la fabrication de produits chimiques et le raffinage de pétrole.

Dans la fabrication de corps gras alimentaires, les difficultés structurelles de l'industrie d'huilerie imputables, notamment, aux coûts de production élevés, ont constitué un frein au développement de la branche qui s'est repliée, en moyenne, de 12,2% sur la période 2011-2013. Cependant, l'activité s'est relancée en 2014, à la faveur de l'appui de l'Etat. Ainsi, une nette progression du sous-secteur de

20,3% est observée, contre un recul de 5,2% en 2013. Cette reprise est en liaison avec la production d'huile brute d'arachide qui est passée de 19 086 tonnes en 2013 à 31 243 tonnes en 2014, suite à l'amélioration du niveau de collectes de graines, mais également, sous l'effet de la production de tourteaux qui a atteint 38.615 tonnes (+69%). Cependant, la production d'huile raffinée s'est repliée de 55% comparativement à l'année 2013, du fait, notamment, des difficultés d'approvisionnement en huile brute de soja.

Dans le sous-secteur de la fabrication de sucre et de confiserie, l'activité s'est redressée en 2014, après la contreperformance enregistrée un an auparavant suite à l'arrêt de production de l'industrie sucrière confrontée à des difficultés de commercialisation. Ainsi, le sous-secteur s'est inscrit en hausse de 16,1% contre un repli de 10,5% en 2013. Par ailleurs, les importations de sucre se sont inscrites en baisse de 52,1%, en volume, en 2014 par rapport à 2013, traduisant la relance de l'activité de production. La sous-branche de la chocolaterie a, par contre, été affectée par les difficultés d'approvisionnement en matières premières, notamment avec l'augmentation de 25% du cours mondial du cacao entre 2013 et 2014.

Dans le sous-secteur des matériaux de construction, la vigueur notée en 2013 s'est maintenue en 2014. En effet, l'activité s'est inscrite en progression de 8,1% en 2014 (contre 12,9% en 2013 et 2,0% en 2012), reflétant, ainsi, le redémarrage des chantiers de construction au Mali, de même que la bonne mise en œuvre des travaux d'infrastructures au plan interne. Conforté par la poursuite de l'exécution des grands chantiers à l'image de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), l'achèvement des travaux du Centre de Conférence de Diamniadio, le prolongement de l'autoroute à péage, la finalisation des projets d'infrastructures (pont de Ndoum, pont de Kolda, etc.) financés par le Millenium Challenge Account (MCA), mais également par les projets d'habitat sociaux, le sous-secteur des BTP s'est accru de 11,5% en 2014 contre 11,2% en 2013.

S'agissant du sous-secteur de l'énergie, il a connu une hausse de 6,5% en 2014, après une progression de 4,7% un an auparavant. Cette accélération est imputable aux progrès réalisés dans le domaine de l'électricité à travers la réhabilitation des capacités de production, la mise en place de capacités additionnelles, ainsi que par le biais de l'installation de nouvelles centrales. Dans la branche « eau », l'activité s'est, par ailleurs, bien comportée, sous l'effet du programme mis sur pied par le Gouvernement pour combler le déficit en termes d'approvisionnement en eau potable.

Le secteur secondaire a, en outre, bénéficié de la vigueur des sous-secteurs de la fabrication de produits alimentaires céréaliers (+16,6%), de la fabrication de cuir et de produits à base de cuir (+17,4%), de la métallurgie (+10,5%) et de la fabrication de machines (+42,2%).

Les bonnes performances enregistrées ont, toutefois, été amoindries par les difficultés des activités extractives, de la fabrication de produits chimiques, du raffinage de pétrole, de l'égrenage de coton et de la fabrication de textiles, du travail de grain et de la fabrication de produits à base de tabac.

Dans le sous-secteur des activités extractives, la contreperformance relevée en 2013 s'est poursuivie en 2014. En effet, la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) à hauteur de 100 millions de dollars, intervenue en cours d'année, n'a pas permis de redresser la production de phosphate, laquelle a accusé une baisse de 16,4%, sous l'effet des incidents mécaniques et électriques récurrents, des pannes techniques et des délestages en période de forte demande d'électricité. La production d'attapulgite, pour sa part, s'est contractée de 16,7% en 2014. Cette tendance baissière a été, cependant, atténuée par l'augmentation des productions de sel et d'or respectivement de 4,3% et 1,2%. Globalement, le sous-secteur s'est inscrit en baisse de 3,9%, suite à une contraction de 13,3% affichée en 2013.

Concernant la fabrication de produits chimiques, suite à l'entrée dans le capital des ICS des partenaires indonésiens, un début de relance de la production a été noté vers la fin de l'année 2014. En revanche, malgré le relèvement de la production constaté au dernier trimestre, l'activité du sous-secteur a globalement reculé en 2014, en raison des arrêts de production consécutifs au manque de pièces de rechange et de consommables, à l'insuffisance des intrants (le soufre) mais également aux incidents électriques et mécaniques. Ainsi, la production d'acide phosphorique s'est contractée de 23,6% par rapport à l'année 2013. S'agissant de la production d'engrais, elle a, tout de même, affiché une évolution positive de 6,3%, à la faveur notamment de la fermeté de la demande extérieure (+78,5%). Au total, le sous-secteur est ressorti en baisse de 7,2% en 2014 après un recul de 13,8% en 2013.

Quant à l'activité d'égrenage de coton et de fabrication de textiles, elle s'est repliée de 20,9% en 2014 après une progression de 5,5% en 2013. Cette situation est le résultat, entre autres, de la contraction de 11,9% de la production de coton au titre de la campagne agricole 2013/2014 (28 818 tonnes contre 32248 tonnes en 2012/2013).

S'agissant du raffinage du pétrole, l'activité a enregistré un repli de 4,1% (contre un recul de 0,5% en 2013), en phase avec la baisse des importations d'huiles brutes de pétrole de 20,5% en 2014. Le sous-secteur demeure confronté à un problème de retards dans le programme d'investissements conjugué aux difficultés liées à la concurrence régionale, notamment, de la part de la Côte d'Ivoire.

Dans le sous-secteur du travail de grain, l'activité s'est repliée de 17,7% en 2014 après une hausse de 7,7% un an auparavant, en raison, notamment, de la contraction de 21,9% de la production de la farine de blé comparativement à 2013.

Par ailleurs, les contreperformances observées dans l'industrie du « papier-carton » (- 2,6% en 2014 contre +3,6% en 2013) ainsi que dans la fabrication de produits à base de tabac (-1,4% contre +8,7% en 2013) ont un impact négatif sur la dynamique du secteur secondaire.

Ainsi, de manière globale, malgré certaines performances observées, l'activité du secteur secondaire demeure vulnérable aux contraintes structurelles liées à l'insuffisance des investissements mais également à la faible productivité des entreprises qui affectent leur compétitivité.

Concernant **le secteur tertiaire**, le regain de dynamisme, noté en 2013, s'est maintenu en 2014, sous l'effet, notamment, de la bonne tenue des postes et télécommunications, des services financiers, des services de transport ainsi que des activités commerciales. En revanche, le secteur a subi les retombées négatives de la propagation de l'épidémie à virus Ebola, à travers, notamment, ses effets sur les activités touristiques. Au total, les services ont progressé de 5,0% en 2014 contre 5,2% en 2013.

Dans les postes et télécommunications, le développement à grande vitesse de la téléphonie mobile et l'Internet mobile, à la faveur de la concurrence accrue, reste un véritable atout. Le taux de pénétration dans la téléphonie mobile a atteint un niveau de 106,5% en décembre 2014, soit au-dessus de la barre des 100%. Dans ce contexte, le sous-secteur est estimé en hausse de 6,0% en 2014, après une progression de 10,0% en 2013.

S'agissant des services financiers, l'activité s'est révélée dynamique, bénéficiant, entre autres, de la diversification des services bancaires ainsi que de la facilitation de l'accès au crédit. Suite au repli enregistré en 2013, soit -2,0%, le sous-secteur s'est nettement relancé en progressant de 9,3% en 2014.

S'agissant du sous-secteur des transports, malgré l'effet négatif de l'épidémie à virus Ebola sur le transport aérien, à travers les arrivées touristiques, l'activité s'est revigorée en se renforçant de 4,7% en 2014, soit un gain de 1,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ce regain est imputable, notamment, au transport terrestre qui continue de bénéficier de l'élargissement du réseau routier, à la faveur des importants investissements réalisés par l'Etat.

S'agissant des activités commerciales, bien qu'ayant subi les retombées négatives de la fermeture des frontières avec la Guinée, qui demeure un partenaire non négligeable avec environ 10% des exportations du Sénégal, le sous-secteur a affiché, en 2014, une hausse de 4,4% (contre 5,6% en 2013). L'activité a tiré profit de la vigueur des ventes de carburant, de biens d'équipement, mais également du commerce de détail.

La croissance dans les services est également portée par les activités de santé et d'action sociale qui sont estimées en hausse de 5,7% en 2014 (contre 1,0% en 2013), traduisant aussi bien le

dynamisme du secteur privé que les actions du Gouvernement dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux soins.

Par ailleurs, les activités de services aux entreprises sont restées dynamiques, avec une progression estimée à 5,1% en 2014 (contre 6,6% en 2013), à la faveur de la relance de l'activité économique.

S'agissant des services d'éducation et de formation et des activités immobilières, ils se sont révélés moins dynamiques avec des hausses respectives de 3,7% (contre +1,2% en 2013) et 2,7% (contre +3,9% en 2013) en 2014.

En revanche, la tendance favorable observée dans le secteur tertiaire a été atténuée par la contraction des services d'hébergement et de restauration. En effet, le sous-secteur a été affecté par les menaces liées à la propagation de l'épidémie à virus Ebola, à travers l'effet négatif sur les activités touristiques. Cette situation a été, néanmoins, modérée par la tenue du sommet de la Francophonie à Dakar au courant du quatrième trimestre de 2014. Ainsi, globalement, le sous-secteur a enregistré un repli de 2,3% après une bonne progression de 10,1% en 2013.

1.1.2. Les emplois du PIB

Au titre de la demande, la **consommation finale** s'est accrue de 3,7%, après une progression de 2,5% en 2013, à la faveur de la consommation publique qui a connu une augmentation de 4,9% en 2014 (contre 1,4% en 2013). Globalement, la consommation finale a représenté 92,9% du PIB en 2014 contre 93,0% en 2013, soit un renforcement de 0,1 point de pourcentage du taux d'épargne intérieure qui est passé de 7% en 2013 à 7,1% en 2014.

S'agissant de la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, elle est ressortie en hausse de 7,1% en 2014 contre 17,3% en 2013. Ce regain de croissance reflète principalement l'augmentation de l'investissement public (+10,3% contre +2,7% en 2013), et dans une moindre mesure, celle de l'investissement privé (+ 6,0% contre 22,8% l'année précédente). Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, est évalué à 26,3% du PIB en 2014 contre 25,5% en 2013.

Globalement, la **demande intérieure** a affiché une hausse, en termes réels, de 3,9% en 2014 contre 6,9% en 2013 une année auparavant, tirée essentiellement par l'investissement.

Concernant la **demande extérieure**, elle a été caractérisée, en termes réels, par une hausse des exportations de biens et services de 3,3% et un faible repli des importations de 0,1% au terme de l'année 2014.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

Au titre des prix, l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établi à 0,1% contre -1,9% en 2013, dans un contexte de repli du cours du baril de pétrole brut et des principales matières premières.

S'agissant de l'inflation, mesurée par l'**indice harmonisé des prix à la consommation** (IHPC), elle a affiché une baisse de 1,1% en 2014 comparativement à 2013. Cette évolution reflète essentiellement le repli observé dans les postes « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-4,8%) et « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,9%). Ces baisses ont été atténuées par le renchérissement des prix des loisirs et culture (+0,9%), de l'enseignement (+0,8%), de la santé (+1,0%) et de la communication (+3,7%).

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a connu, en 2014, un regain évalué à 2,2% par rapport à 2013. Cette performance résulte du différentiel d'inflation favorable (-3,4%), atténué, toutefois, par l'appréciation du FCFA (+1,2%) vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires.

1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2015

Les conditions favorables au plan interne marquées par la relance de l'activité économique en 2014, devraient se consolider. Par ailleurs, la mise en œuvre effective des projets du Plan Sénégal Emergent (PSE), les perspectives mondiales plus favorables ainsi que l'amélioration de la situation sécuritaire et sanitaire dans la sous-région seraient profitables à l'économie nationale. En outre, le dispositif mis sur pied par l'Etat à travers le FONSIS, le FONGIP et la BNDE pour le financement des PME-PMI devrait permettre d'apporter un soutien conséquent au développement du secteur privé.

1.2.1. Les ressources du PIB

Le taux de croissance du PIB réel est attendu à 5,4% en 2015 contre une estimation de 4,7% en 2014. Ce regain d'activité serait porté par la vigueur du secteur secondaire, conjuguée à la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire.

L'activité dans le **secteur primaire** devrait s'améliorer en 2015, sous l'effet, notamment, du renforcement du sous-secteur agricole. Elle est ainsi projetée à 5,4% en 2015 contre 3,6% en 2014.

Le sous-secteur agricole devrait bénéficier de la mise en œuvre du PSE à travers les importants programmes portant sur le riz, l'arachide, les fruits et légumes et les semences certifiées. En effet, l'objectif du Gouvernement est de permettre à l'agriculture de jouer pleinement son rôle, en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et d'augmenter de manière significative les revenus des producteurs. A cet effet, les projets et programmes s'appuieront, notamment, sur le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui vise, d'une part, à porter la production d'arachide à 1 million de tonnes ainsi que les exportations de fruits et légumes à 157.000 tonnes à l'horizon 2017 et d'autre part, à atteindre l'autosuffisance en oignon dès 2016 et celle en riz et en pomme de terre, à partir de 2017. S'agissant de la production de riz, elle profiterait, par ailleurs, des importantes réalisations en termes d'aménagements dans la zone de la vallée, conjuguées à la volonté

politique affichée au plus haut niveau. Dans ce contexte, sous l'hypothèse d'un bon déroulement de la saison hivernale et à la faveur d'une mise à disposition adéquate des intrants et d'une maîtrise de la situation phytosanitaire, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont projetées respectivement en hausse de 6% et 9% en 2015. Au total, le sous-secteur est attendu en hausse de 6,7% contre une progression de 4,7% en 2014.

Dans le sous-secteur de l'élevage, l'activité devrait être favorisée par les efforts de l'Etat, notamment, en matière d'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières animales, de création d'un environnement favorable au développement des systèmes d'élevage mais également, en termes de renforcement des infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation des produits animaux, avec une meilleure intégration dans la filière industrielle. Le sous-secteur est, ainsi, attendu en hausse de 4,1% en 2015 contre 2,7% en 2014, reflétant l'augmentation de la production de viande de bétail, le développement de l'aviculture ainsi que l'amélioration de la production de lait.

Dans le domaine de la pêche, d'importantes réformes sont en cours avec pour objectif, la régénération et la gestion pérenne de la rente halieutique de même que le développement de l'aquaculture pour renforcer sa contribution à la sécurité alimentaire et à la création de richesse et d'emplois. Toutefois, à court terme, la rareté de la ressource continuera de constituer un obstacle au développement des activités de pêche qui sont projetées en hausse de 3,5% en 2015 contre une estimation de 0,9% en 2014.

Dans le **secteur secondaire**, la mise en œuvre des projets phares du PSE devrait également avoir des retombées positives sur la relance de l'activité qui est prévue en hausse de 7,3% en 2015 contre 2,9% en 2014. Cette accélération serait portée, notamment, par le dynamisme des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction et de l'énergie conjugué à la reprise attendu dans les activités extractives, le raffinage de pétrole, la fabrication de produits chimiques et les industries alimentaires.

Concernant le sous-secteur de la construction, l'activité demeurerait dynamique, à la faveur des travaux d'achèvement de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), de la poursuite des travaux de prolongement de la VDN et de l'autoroute à péage mais également du lancement du projet de ligne de chemin de fer pour l'exploitation d'un « train rapide » entre Dakar et AIBD. Par ailleurs, le programme d'habitat social de l'Etat, notamment, sur le site de Diamniadio, le lancement des travaux de l'autoroute à péage Thiès-Touba ainsi que le démarrage de la construction de la deuxième université de Dakar et de celle du Sine-Saloum devraient doper le sous-secteur. Ainsi, l'activité de construction est projetée en hausse de 12,5% en 2015 (contre 11,5% en 2014).

L'activité de fabrication de matériaux de construction tirerait avantage du contexte interne favorable marqué par la mise en œuvre d'importants projets mais également par le démarrage de l'activité de production de la troisième cimenterie. L'activité de la branche est, dès lors, attendue en progression de 12,1% en 2015.

Dans le raffinage de pétrole, l'activité est projetée en hausse de 6,3% en liaison avec la bonne tenue de la demande intérieure, suite au repli enregistré en 2014. Le sous-secteur continuerait, toutefois, de faire face aux contraintes structurelles liées à la faiblesse des capacités de stockage mais également au retard enregistré dans la mise en œuvre des investissements annoncés lors de l'entrée dans le capital de la Société Africaine de Raffinage du Groupe Saudi Ben Laden.

S'agissant du sous-secteur de l'énergie, l'amélioration de la fourniture d'électricité devrait se poursuivre grâce à la poursuite de la réhabilitation des capacités de production de SENELEC, mais également à la mise en service des centrales électriques de Kahone (Kaolack) et de Boutoute (Ziguinchor) conjuguée à l'exécution des importants programmes d'électrification rurale. Dans la sous-branche «eau», la mise en œuvre du programme d'urgence, visant à combler le déficit de production de la SDE, devrait renforcer significativement la production. Ainsi, globalement, le sous-secteur de l'énergie est prévu en hausse de 6,1% en 2015.

Pour ce qui est des activités extractives, la récente recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) permettrait de relancer la production de phosphate grâce aux investissements de l'entreprise dans le renouvellement de l'outil de production. Les productions d'attapulgitite et de sel devraient également s'inscrire sur une tendance haussière. Au total, le redressement de l'activité dans le sous-secteur devrait se traduire par une progression de 9,3%, après un repli de 3,9% en 2014.

Dans la fabrication de produits chimiques, les bonnes perspectives dans la production de phosphate constitueront un facteur déterminant dans la relance de la production d'acide phosphorique. Le regain d'activité escompté serait, par ailleurs, imputable à la production d'engrais qui devrait profiter de la politique de l'Etat dans le sous-secteur agricole à travers, notamment, le PRACAS. Dans ce contexte, le sous-secteur devrait enregistrer un bond de 10% en 2015 contre un repli en 2014 estimé à 7,2%.

S'agissant des industries alimentaires, le regain d'activité enregistré en 2014 dans le sous-secteur des corps gras alimentaires devrait se consolider avec une progression attendue à 9,3% en 2015, au regard de l'amélioration du taux de collecte de graine d'arachide ainsi que des perspectives de restructuration de la principale huilerie. Le sous-secteur de la transformation et conservation de viande et poisson, pour sa part, se renforcerait de 4% en 2015 contre une baisse de 3,7% en 2014. Dans le sous-secteur de la fabrication de sucre et de confiserie, après la bonne reprise observée en 2014, l'industrie sucrière afficherait un léger relèvement de 0,5% en 2015. Quant au sous-secteur du travail de

grain, un redressement de l'activité avec une progression de 6% est projeté, suite à la contraction affichée en 2014 (-17,7%). Pour ce qui est de la fabrication de produits alimentaires céréaliers, l'activité s'inscrirait en hausse de 6,5% après un accroissement de 16,6% observée en 2014.

S'agissant du **secteur tertiaire**, il maintiendrait son dynamisme avec une progression projetée à 4,9% après une hausse estimée 5,0% en 2014. Il croîtrait sous l'impulsion de la vigueur des activités commerciales, du transport, des télécommunications, des services financiers et des activités immobilières. Cette tendance serait atténuée par les contrecoups de la menace à l'épidémie à virus Ebola dans la sous-région, qui affecteraient les services d'hébergement et de restauration projetés en baisse de 2% en 2015 (contre -2,3% en 2014).

En effet, les activités commerciales devraient se conforter à la faveur du regain de dynamisme dans l'agriculture et dans l'industrie mais également de la bonne tenue de la demande en biens d'équipement et de ceux de consommation. Ainsi, l'évolution de la branche est attendue en hausse de 4,5% en 2015 contre une estimation de 4,4% en 2014.

Le sous-secteur du transport bénéficierait des mesures prises par le Gouvernement pour promouvoir la destination « Sénégal », notamment, à travers la suppression des visas d'entrée. En outre, l'élargissement du réseau routier, la consolidation de la compétitivité du Port Autonome de Dakar, mais également, l'élargissement du parc automobile de Dakar Dem Dikk (DDD) profiteraient au sous-secteur. Ainsi, il devrait se conforter de 5,7% en 2015 (contre 4,7% en 2014).

Les postes et télécommunications, pour leur part, devraient poursuivre leur dynamisme sous l'effet de la bonne tenue de la téléphonie mobile et de l'internet mobile où il demeure encore des marges à exploiter, notamment, avec les perspectives concernant la 4G. L'évolution du sous-secteur est projetée, ainsi, à 5% en 2015 (contre 6% en 2014).

Pour ce qui est des services financiers, la vigueur des activités bancaires favorisée par le dynamisme du crédit bancaire mais également par les besoins de financement de l'Etat constituera un facteur déterminant. Globalement, la croissance du sous-secteur est attendue à 10% en 2015 (contre 9,3% en 2014).

Dans les services immobiliers, un regain d'activité devrait être observé avec une hausse de 5% (contre une estimation de 2,7% en 2014), sous l'impulsion, notamment, des projets d'habitat sociaux du Gouvernement.

1.2.2. Les emplois du PIB

En 2015, la **consommation finale** est projetée en hausse de 3,2% contre une progression de 3,7% en 2014. Elle devrait représenter 90,9% du PIB en 2015 contre 92,9% en 2014, reflétant un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui devrait passer de 7,1% en 2014 à 9,1% en 2015.

L'investissement, mesuré par la **Formation brute de capital fixe** (FBCF), devrait, pour sa part, croître au rythme de 7,2% contre 7,1% en 2014. L'investissement public prévu en hausse de 9,8%, se renforcerait à la faveur de la mise en œuvre des importants projets prévus dans le Plan Sénégal Emergent. Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, est projeté à 26,8% en 2015 contre une estimation de 26,3% en 2014.

Au total, la **demande intérieure** devrait se conforter en termes réels de 4,8% en 2015 contre 3,4% en 2014.

S'agissant de la **demande extérieure**, les importations et les exportations de biens et services sont attendues respectivement en hausse de 2,2% et 3,3% en 2015 (contre -0,1% et 3,3% en 2014).

1.2.3. Inflation

L'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 1,6% en 2015 contre une estimation de +0,1% en 2014. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs secondaire (1,6% contre -0,2% en 2014) et tertiaire (+1,5% contre -0,1% en 2014). Toutefois, dans le secteur primaire les prix sont projetés en hausse de 2,2% contre 2,4% en 2014.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2014

Au terme de la gestion de 2014, le déficit budgétaire, dons compris, s'est amélioré de 0,4 point de pourcentage, passant de 400,4 milliards (5,4% du PIB) en 2013 à 384 milliards (soit 5% du PIB) en 2014. En effet, en 2014, la politique en matière de finances publiques et d'endettement s'est inscrite dans une trajectoire prudente afin de préserver la stabilité macroéconomique. Par ailleurs, la mobilisation des ressources a bénéficié de la deuxième année de mise en œuvre de la réforme fiscale. Au titre des dépenses publiques, l'optique de rationalisation des charges de fonctionnement devrait être maintenue afin de renforcer les investissements dans le contexte actuel de mise en œuvre du PSE.

2.1.1. Les Recettes budgétaires

Les ressources totales de l'Etat sont projetées en hausse de 16,2%, passant, ainsi, de 1659 milliards en 2013 à 1927 milliards en 2014. Elles sont constituées des recettes budgétaires pour 1574,7 milliards, des dons pour 253,5 milliards, des ressources « MITTAL » de 49 milliards et de celles du FSE

pour 49,8 milliards. L'augmentation des ressources reflète, dès lors, l'amélioration des mobilisations au titre des recettes budgétaires et des dons, d'une part, et le versement reçu de MITTAL, d'autre part.

S'agissant des **recettes budgétaires**, elles sont réparties en recettes fiscales pour 1482,5 milliards et en recettes non fiscales pour 92,2 milliards. Elle ont enregistré une hausse de 10,4% imputable à la progression des recettes fiscales de 10,4% ainsi qu'aux recettes non fiscales (+2,2%), dans une moindre mesure. La hausse des recettes fiscales a été portée par les impôts indirects (+7,6%), les impôts directs (+6,5%) et le FSIPP qui est passé de 19,4 milliards à 62,6 milliards entre 2013 et 2014.

Au titre des impôts indirects, les taxes sur biens et services intérieurs (hors FSIPP) sont ressorties à 402,5 milliards, soit en progression de 10,6%. Ce redressement des taxes sur biens et services traduit la reprise observée sur la TVA intérieure hors pétrole, les taxes spécifiques hors pétrole et la taxe sur les activités financières qui ont augmenté respectivement de 8,6%, 5,4% et 13,5% pour s'établir à 221,7 milliards, 43,2 milliards et 45,8 milliards. La baisse progressive des crédits de TVA (BTP, cimenteries etc.) ainsi que les effets de la relance de l'activité économique sur le recouvrement de la TVA ont contribué au bon recouvrement de cette ligne recette.

Les impôts directs ont été mobilisés à hauteur de 415,4 milliards en 2014, après une réalisation de 389,9 milliards en 2013, soit un accroissement de 25,5 milliards (+6,5%). Cette hausse est imputable essentiellement à la progression de l'impôt sur le revenu (IR) et de l'IRVM respectivement de 9,5% et 27,4%, qui se sont établis ainsi à 234,7 milliards et 26,5 milliards. L'élargissement progressif de l'assiette fiscale, en liaison avec la modernisation et la réorganisation de l'administration fiscale, constitue un enjeu majeur pour l'amélioration du recouvrement des impôts directs.

Quant aux droits d'enregistrements et de timbre, ils sont ressortis à un montant de 56,4 milliards contre 52 milliards un an auparavant, soit en hausse de 8,5%. Ce renforcement est le reflet, notamment, du bon recouvrement des droits d'enregistrement qui ont été mobilisés à hauteur de 39,6 milliards en 2014 contre un montant de 36,6 milliards un an auparavant. Cette hausse s'explique, essentiellement, par la progression des transactions immobilières.

Au niveau du cordon douanier, les recettes se chiffrent à 545,6 milliards en 2014 contre 517,6 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 28 milliards. Cette tendance est imputable à la TVA à l'import qui est passée de 299,6 milliards en 2013 à 324,5 milliards en 2014 mais également aux droits de porte réalisés pour un montant de 221,1 milliards en 2014 contre 218 milliards en 2013.

S'agissant particulièrement des recettes sur les produits pétroliers, elles ont été recouvrées à hauteur de 270,9 milliards en 2014 contre 196,5 milliards en 2013, soit une progression de 37,9%. Celle-ci résulte du FSIPP, de la TVA à l'import sur le pétrole et de la TVA intérieure pétrole, lesquels se

sont confortés respectivement de 43,2 milliards, 12,3 milliards et 6,8 milliards pour ressortir à 62,6 milliards, 97,2 milliards et 15,2 milliards en 2014.

La **pression fiscale au titre de 2014** s'est, ainsi, établie à 19,2% du PIB en 2014 contre 18,2% en 2013. Cette amélioration s'explique par l'impact de la réforme du Code général des Impôts de 2013 ainsi que par l'élargissement de l'assiette fiscale.

Les **recettes non fiscales** (hors MITTAL) sont, pour leur part, chiffrées à 92,2 milliards contre 90,2 milliards en 2013, soit une augmentation de 2,1%, portée, notamment, par le bon recouvrement des dividendes et des commissions de transfert. Cette hausse a, toutefois, été atténuée par la prise en compte dans les recettes de 2013 d'un montant de 27 milliards reçu de DPW et SUNEOR. S'agissant des ressources versées par Mittal au titre de dommage et intérêts, elles ont représenté un montant de 49 milliards en 2014.

2.1.1. Les Dons

Les dons ont été mobilisés à hauteur de 253,5 milliards composés de dons budgétaires pour 40,3 milliards et 213,2 milliards au titre des dons en capital. Ils ont progressé de 35,2% par rapport à l'année précédente, à la faveur notamment de l'amélioration aussi bien des dons budgétaires (+20,5 milliards) que des dons en capital (+45,5 milliards). La bonne évolution des dons en capital reflète la mobilisation des fonds dans le cadre de la réalisation de projets financés par le MCA.

2.1.3. Les Dépenses publiques

Les dépenses publiques sont ressorties à 2318,7 milliards à fin 2014 contre 2059 milliards en 2013, soit un accroissement de 259,7 milliards (+12,6%). Cette progression résulte de la hausse des dépenses d'investissement et de celles courantes respectivement de 12,2% et 11,6%.

Les dépenses d'investissement se sont renforcées de 97,8 milliards pour se situer à 899,1 milliards en 2014. Cet accroissement est le fait aussi bien des dépenses d'investissement sur ressources internes que sur ressources externes, qui se sont établies respectivement à 508,3 milliards et 390,9 milliards, soit des augmentations 6,5% et 20,6%. Le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » est ressorti, ainsi, à 34,3% (31,2% hors MITTAL). Cette tendance haussière reflète, notamment, la volonté des autorités d'accélérer l'exécution des projets d'investissement structurants dans le cadre du PSE. Les dépenses en capital sur ressources extérieures, pour leur part, ont été exécutées essentiellement sous forme de prêts projets pour 185,4 milliards et de dons en capital pour un montant de 213,2 milliards.

Quant aux dépenses courantes, elles sont passées de 1262,8 milliards à 1409,3 milliards entre 2013 et 2014, soit une progression de 11,6% imputable essentiellement à la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique, aux dépenses de fonctionnement ainsi qu'aux charges de personnel.

Les dépenses de fonctionnement sont évaluées à 792,9 milliards, soit une hausse de 15,8% impulsée par les dépenses de fournitures et entretien et, dans une moindre mesure, par les transferts et subventions. Les intérêts sur la dette publique se sont confortés de 17,8 milliards pour s'établir à 131 milliards en 2014, sous l'effet de la hausse 10,5 milliards (+18,2%) des intérêts sur la dette intérieure et de 7,3 milliards (+13,2%) de ceux sur la dette extérieure.

Pour ce qui est des dépenses de personnel, elles sont chiffrées à 485,4 milliards en 2014 contre 464,7 milliards un an auparavant, soit une progression de 4,5%. Le ratio "masse salariale rapportée aux recettes fiscales" s'est, dès lors, établi à 32,7% contre 34,6% en 2013, soit en deçà du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale. A moyen terme, ce ratio devrait être davantage maîtrisé, à la faveur des recommandations et des mesures de rationalisation mises en œuvre suite à l'audit de la fonction publique.

2.1.3. Le Financement

En 2014, le financement du déficit budgétaire (384 milliards) s'est opéré à travers un recours au financement extérieur à hauteur de 459,9 milliards et un désengagement au niveau du financement intérieur à hauteur de 76,5 milliards.

Le financement extérieur en 2014 a reposé essentiellement sur des tirages chiffrés à 205,1 milliards (dont 19,7 milliards de tirages trésorerie et 185,4 milliards sur les prêts projets), l'émission d'un Eurobond pour 250 milliards, le crédit suisse à hauteur de 91,4 milliards ainsi que la sollicitation du marché sous-régional pour un montant net de -20,9 milliards. Quant à l'amortissement de la dette extérieure, il est ressorti à 65,2 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, il s'est traduit par un engagement net vis-à-vis du système bancaire de 86,9 milliards conjugué à un financement net non bancaire de -163,4 milliards.

2.1.4. La Dette publique

L'encours de la dette publique totale est passé de 3341,7 milliards en 2013 à 4112,9 milliards à fin 2014, soit un accroissement de 23,1% (+771,2 milliards). Il ressort ainsi à 53,1% du PIB en 2014 contre 45,2% un an auparavant, soit en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA. L'encours est composé de la dette extérieure et intérieure pour des montants respectifs de 3047,3 milliards et 1065,6 milliards.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2014, il a représenté respectivement 7,8% des recettes budgétaires et 6% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2015

En 2015, la gestion budgétaire s'inscrira dans la poursuite de la maîtrise du déficit budgétaire, dans un contexte de mise en œuvre d'importantes réformes et d'exécution des projets prioritaires du

PSE. Elle s'appuiera sur le renforcement de la mobilisation des ressources ainsi que la rationalisation des dépenses de fonctionnement associée à une plus grande efficacité dans les investissements publics. Cette dynamique devrait permettre de dégager davantage de marges budgétaires au profit des investissements prioritaires du PSE. Globalement, la politique budgétaire demeurera prudente afin de préserver la viabilité des finances publiques ainsi que la stabilité macroéconomique. Par conséquent, le déficit budgétaire (dons compris) est attendu à 396,2 milliards, soit 4,8% du PIB contre 5% du PIB en 2014.

2.2.1. Les Recettes budgétaires en 2015

Les ressources totales de l'État projetées en hausse de 4%, devraient passer de 1927 milliards en 2014 à 2004 milliards en 2015. Elles sont réparties en recettes budgétaires pour 1712 milliards, en ressources du FSE pour 52 milliards et en dons pour un montant de 240 milliards.

Les recettes budgétaires attendues à 1712 milliards, sous l'impulsion des recettes fiscales, devraient s'inscrire en hausse de 5,4% (+88,3 milliards). Elles seraient composées des recettes fiscales à hauteur de 1595,5 milliards (représentant plus de 93% des recettes budgétaires), des recettes non fiscales pour 91,5 milliards, des ressources FSE pour 52 milliards ainsi que de 25 milliards au titre des ressources « Mittal ».

S'agissant des recettes fiscales, elle sont projetées en hausse de 7,6% et devraient bénéficier de la bonne tenue des impôts directs et indirects.

Au titre des impôts directs, les recouvrements portant sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les salaires et autres rémunérations devraient s'établir respectivement à 147,8 milliards et 253,8 milliards. L'IRVM et la CFCE, pour leur part, sont respectivement attendus à 31,8 milliards et 18,1 milliards. Ainsi, globalement, les impôts directs sont projetés à 455,2 milliards en 2015 contre 415,4 milliards en 2014, soit une progression de 39,8 milliards (+9,6%).

S'agissant des impôts indirects, ils sont prévus à 1034 milliards contre 948,1 milliards un an auparavant, soit une amélioration de 9,1%. Ils seraient constitués des impôts et taxes intérieures sur biens et services projetés à 807,6 milliards, des droits à l'importation pour 226,4 milliards, des droits d'enregistrement et de timbre pour 54,5 milliards mais également des autres recettes fiscales FSIPP et CSMC pour des montants respectifs de 51,7 milliards et 4,6 milliards.

S'agissant spécifiquement des produits pétroliers, ils sont projetés globalement à 275,4 milliards en 2015, soit en hausse de 4,5 milliards (+1,7%) par rapport 2014, reflétant l'évolution des recouvrements au titre de la TVA et de la taxe spécifique.

Au total, la pression fiscale est attendue à 19,3% en 2015 contre 19,2% en 2014, soit en deçà du plancher communautaire de 20%.

Quant aux dons budgétaires, ils devraient baisser de 13,5 milliards, pour atteindre un montant de 240 milliards en 2015, soit 40 milliards en dons budgétaires et 200 milliards en dons en capital.

Les recettes non fiscales, pour leur part, sont projetées à 91,5 milliards contre 92,2 milliards en 2014, soit une hausse de 0,7%.

2.2.2. Les Dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2400,1 milliards en 2015 contre une réalisation de 2318,7 milliards en 2014, soit une hausse de 81,4 milliards (+3,5%). Ils sont marqués par une meilleure programmation des dépenses d'investissement et une maîtrise accrue des charges de fonctionnement.

Les dépenses courantes sont programmées à 1417,1 milliards en 2015 contre 1409,3 milliards exécutés en 2014, soit une hausse modérée de 0,6%. Elles comprennent des dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes) pour 740,3 milliards, des dépenses de personnel pour 526 milliards et des charges d'intérêts sur la dette à hauteur de 150,8 milliards.

Les autres dépenses courantes sont réparties en transferts et subventions pour 315,3 milliards, en dépenses de fournitures et d'entretien pour 375 milliards et en dépenses au titre du FSE pour 50 milliards.

S'agissant des charges de personnel, les dépenses sont prévues à 526 milliards, soit une progression de 8,4% en liaison avec le recrutement programmé de nouveaux agents dans les domaines de la santé et de la sécurité, mais également avec l'intégration progressive des contractuels de l'éducation dans la fonction publique. Ainsi, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales devrait se situer à 33%, soit une légère dégradation de 0,3% par rapport à 2014. Il resterait, toutefois, en dessous du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale.

Les dépenses d'investissement sont, pour leur part, globalement programmées à 975,7 milliards en 2015 contre 899,1 milliards projetés en 2014, soit une augmentation de 76,6 milliards (8,5%) imputable autant aux dépenses sur ressources internes qu'à celles sur ressources externes. En effet, les investissements financés sur ressources internes sont projetés à 570,7 milliards en 2015 contre une réalisation de 508,3 milliards (y compris MITTAL), soit une progression de 62,5 milliards. Cette progression reflète également le transfert vers les dépenses de fonctionnement de crédits d'investissement (pour un montant de 37 milliards) qui, de par leur nature, relèvent en toute rigueur du fonctionnement. Cette opération vise à améliorer la sincérité des inscriptions budgétaires et la qualité de la dépense publique. L'espace budgétaire libéré grâce à la rationalisation des dépenses dans le budget d'investissement a permis la programmation, sur ressources internes de l'Etat, de plusieurs projets phares du PSE. Au total, le ratio des dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux

recettes fiscales s'établirait à 35,8%. Quant aux dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles devraient ressortir à 405 milliards, soit un accroissement de 14,2 milliards en 2015.

2.2.4. Le Financement

Le financement du déficit budgétaire au titre de l'année 2015, projeté à 396,2 milliards, est pris en charge par un financement extérieur de 329,7 milliards conjugué à un engagement par rapport au financement intérieur de 66,6 milliards.

Le financement extérieur attendu à 329,7 milliards en 2015 serait assuré essentiellement à travers les tirages sur prêts évalués à 218,1 milliards mais également la sollicitation du marché sous-régional pour un montant net de 123,9 milliards. Au titre des tirages, les prêts projets représenteraient un montant de 151 milliards contre 67 milliards concernant les tirages de trésorerie. L'amortissement de la dette extérieure est, pour sa part, projeté à 73 milliards (dont 10 milliards au titre du remboursement du Crédit Suisse).

Pour ce qui est du financement intérieur, il devrait se traduire par un engagement net vis-à-vis du système bancaire de 147,4 milliards conjugué à une situation créditrice de 80,8 milliards vis-à-vis du système non bancaire.

Globalement, les émissions de titres publics sur le marché sous-régional devraient, globalement, ressortir à 515,8 milliards sous forme de bons du Trésor et d'obligations.

2.2.3. La Dette publique

L'encours de la dette publique totale est projeté à 4509,1 milliards à fin 2015, soit un accroissement de 9,6% comparativement à 2014. Il représenterait 54,4% du PIB en 2015 contre 53,1% en 2014 et demeurerait en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2014

En 2014, dans un contexte de détente des cours mondiaux des produits de base, les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration du solde des transactions courantes, consécutivement à l'année 2013. Cette situation, conjuguée au renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a donné lieu à un solde global excédentaire de 219,6 milliards de la balance des paiements, après un déficit de 26,5 milliards en 2013.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 680,3 milliards (8,8% du PIB) en 2014 contre 765,5 milliards (10,4% du PIB) en 2013, soit une amélioration de 1,6 point de pourcentage. Cette situation reflète l'amélioration des transferts courants (+37,4 milliards) et du solde commercial (+57,6 milliards), atténuée par la détérioration du solde des revenus (-10,2 milliards).

En effet, la **balance des biens** ressort en déficit de 1 413,4 milliards en 2014 contre 1471 milliards en 2013, soit une amélioration de 57,6 milliards, liée à la hausse des exportations (+25,3 milliards) associée au repli des importations (-32,3 milliards). Au niveau **des exportations de biens**, le regain observé est le résultat principalement de l'augmentation des exportations de produits halieutiques (+10,7 milliards), de produits pétroliers (+9,2 milliards), d'engrais (+10 milliards) et de ciment (+9,9 milliards). Les exportations de phosphate ont également enregistré une hausse évaluée à 2,1 milliards. En revanche, en raison des difficultés des ICS, les exportations d'acide phosphorique se sont repliées de 38,6 milliards (-43,3%). Au titre des importations de biens, des replis sont notés dans les produits pétroliers bruts (-164,7 milliards), en liaison aussi bien avec la baisse des volumes (-13,2%) que celle des prix (-5,1%). Les importations de riz, de sucre et de machines et équipement se sont inscrites dans la même tendance, reculant, ainsi, respectivement de 16,8 milliards (-7,4%), de 29,7 milliards (-56,6%) et de 23,7 milliards (-5,2%). Concernant les achats de sucre à l'étranger, la contraction notée traduit la reprise de la production dans l'industrie sucrière à la faveur notamment de la révision à la baisse des quotas d'importations. Toutefois, les importations de produits laitiers et de produits pharmaceutiques se sont inscrites en hausse respectivement de 4,2 milliards (+11,3%) et 12,2 milliards (+9,8%).

Globalement, le taux de couverture des importations par les exportations de biens est passé de 49,2% en 2013 à 50,6% en 2014, soit une amélioration de 1,4 point de pourcentage entre les deux années.

Concernant le **solde balance des services**, il s'est légèrement amélioré (+0,4 milliards) par rapport à 2013. Toutefois, les recettes liées au voyage ont reculé de 5,4 milliards, en raison des difficultés induites par les menaces liées à la propagation de l'épidémie à virus Ebola.

S'agissant des **revenus nets**, ils se sont détériorés de 10,3 milliards, sous l'effet notamment de la hausse des revenus des investissements versés à l'étranger (+16,1 milliards).

Les **transferts courants nets**, pour leur part, ressortent en hausse de 37,4 milliards en 2014, se chiffrant à 958,3 milliards. Cette progression est le fait essentiellement du renforcement des envois de fonds des travailleurs (+44,8 milliards), mais également de l'aide budgétaire au profit du secteur public (+20,5 milliards). Cette tendance a été modérée par le repli des « autres transferts privés » (-21,8 milliards).

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** est évalué, en 2014, en excédent de 899,9 milliards contre 733,4 milliards en 2013, soit une amélioration de 166,5 milliards, imputable au compte d'opérations financières (+125,7 milliards) ainsi qu'au compte de capital (+40,8 milliards).

Le solde du compte de capital est ressorti à 222,3 milliards en 2014 contre 181,5 milliards en 2013. L'amélioration relevé est en liaison, notamment, avec l'augmentation des transferts en capital reçus par l'administration centrale (+45,5 milliards).

S'agissant du solde du compte des opérations financières, il est estimé à 677,6 milliards en 2014 contre 551,8 milliards une année auparavant, soit une amélioration de 125,8 milliards attribuable au renforcement des capitaux publics nets de 326,9 milliards, atténué par le repli de 201,2 milliards des capitaux privés nets. Les capitaux publics ont, en effet, bénéficié de la levée de fonds effectuée par le Gouvernement sur le marché international pour un montant de 500 millions de dollars en 2014.

3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2015

En 2015, la situation des échanges avec le reste du monde devrait être marquée par **une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (8% du PIB contre 8,8% en 2014)** conjuguée à une baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait s'établir à 82,3 milliards contre 219,6 milliards en 2014.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** est projeté à 666,3 milliards en 2015 contre 680,3 milliards en 2014, traduisant ainsi une amélioration de 14 milliards imputable essentiellement à la balance des transferts courants nets.

Le **déficit de la balance commerciale** devrait s'établir à 1 438,1 milliards en 2015 contre 1 413,4 milliards en 2014, soit une dégradation de 24,7 milliards en liaison avec la progression plus rapide des importations (+117,6 milliards) comparativement au rythme d'évolution des exportations de biens (+92,9 milliards). Les importations de biens d'équipement et de produits pétroliers augmenteraient significativement, en liaison avec la relance de l'activité économique, dans un contexte de mise en

œuvre des investissements inscrits dans le PSE. Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliorerait légèrement en passant de 50,6% en 2014 à 51,7% en 2015.

Concernant la **balance des services ainsi que celle des revenus**, elles sont projetées respectivement en dégradation de 6,6 milliards et 11,7 milliards entre 2014 et 2015. Au niveau des services, la détérioration traduirait l'augmentation du fret, en rapport avec celle des importations, mais également la baisse des recettes touristiques. Pour ce qui est de la balance des revenus, elle serait marquée par une augmentation des intérêts versés par l'Etat à ses bailleurs de 11,3 milliards.

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 1 015,2 milliards en 2015 après 958,3 milliards en 2014, soit une amélioration de 56,9 milliards à la faveur essentiellement de la bonne tenue attendue des transferts privés nets (+46 milliards) et celle des transferts publics nets (+10,9 milliards). Ainsi, les envois de fonds des travailleurs sont attendus en progression de 38,7 milliards contre 4,7 milliards, pour l'aide budgétaire.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières dégagerait un excédent de 748,7 milliards en 2015 contre 899,9 milliards en 2014, soit une baisse de 151,2 milliards, attribuable, en grande partie, à la diminution du solde des opérations financières (-131,9 milliards) du fait de l'eurobond levé en 2014.

En effet, l'excédent du compte des opérations financières s'établirait à 545,7 milliards en 2015 contre 677,6 milliards en 2014. L'excédent du compte de capital devrait, également, se dégrader de 19,3 milliards pour ressortir à 203 milliards en 2015.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2014

La situation des institutions monétaires en 2014 fait ressortir une amélioration de 219,6 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 2,8% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 11,4%.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 1078 milliards en 2014 contre 858,3 milliards en 2013, soit un renforcement de 219,6 milliards reflétant l'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO (+100,5 milliards) ainsi que des banques commerciales (+119,1 milliards).

4.1.2. Le crédit intérieur

En 2014, l'encours du crédit intérieur est estimé à 2637,6 milliards contre 2 565,4 milliards en 2013, soit une hausse de 72,2 milliards traduisant la progression des crédits à l'économie (153,5 milliards), atténuée par l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement (-81,3 milliards). Au total, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 33,2% en 2014 contre 32,7% un an auparavant, soit un gain de 0,5 point de pourcentage.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 11,4% en 2014 contre une progression de 8% en 2013. Cet accroissement de la liquidité globale est le reflet du renforcement aussi bien des dépôts bancaires (+291,9 milliards) que de la circulation fiduciaire (+65,2 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est passé de 42,3% en 2013 à 45% en 2014, soit une hausse de 2,7 points de pourcentage.

4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2015

La situation monétaire devrait être marquée, en 2015, par une augmentation de 82,3 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 17% et une augmentation de 15,3% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1160,3 milliards en 2015 contre une réalisation de 1078,0 milliards en 2014. La progression relevée serait essentiellement le fait de la Banque centrale dont les avoirs extérieurs nets sont prévus en hausse de 82,3 milliards.

4.2.2. Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur devrait passer de 2 637,6 milliards en 2014 à 3 084,9 milliards en 2015, soit une hausse de 447,4 milliards (+17%). Ce renforcement serait le résultat du renforcement des crédits à l'économie (+302,4 milliards) conjugué à la détérioration de la PNG (+145 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 34,6%, soit un renforcement de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2014.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire devrait s'établir à 4 014,2 milliards en 2015 contre une estimation de 3 482,4. Le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 48,5% contre 45% en 2014, soit un gain de 3,5 points de pourcentage.

ANNEXES

-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
Variation en % (croissance en volume)	2011	2012	2013	2014	2015
	déf	prov	est	est	prév
Secteur primaire	-14,8%	9,0%	2,7%	3,6%	5,4%
010 020 agriculture	-27,8%	17,1%	0,4%	4,7%	6,8%
010 agriculture vivriere	-18,3%	17,0%	1,0%	6,3%	6,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-45,1%	17,4%	-1,3%	0,2%	9,0%
030 élevage et chasse	3,6%	0,3%	8,3%	2,7%	4,1%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	4,3%	4,7%	4,5%	3,0%	3,0%
050 pêche	0,3%	2,8%	-4,6%	0,9%	3,5%
Secteur secondaire	6,3%	3,7%	3,3%	2,9%	7,3%
060 activités extractives	8,7%	8,1%	-13,3%	-3,9%	9,3%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-9,3%	-22,0%	-5,2%	20,3%	9,7%
999 autres industries	7,6%	3,6%	2,0%	-0,7%	5,2%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	14,4%	2,6%	2,4%	-3,7%	4,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	12,7%	-4,5%	7,7%	-17,7%	6,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	7,8%	9,8%	4,0%	16,6%	6,5%
110 fabrication de sucre, transformation	-7,5%	19,2%	-10,5%	16,1%	0,5%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	4,3%	27,3%	11,5%	-4,5%	2,0%
130 fabrication de boissons	-2,3%	-7,0%	-2,5%	2,5%	3,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	7,5%	1,2%	8,7%	-1,4%	4,1%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,9%	1,3%	5,5%	-20,9%	-5,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	11,4%	1,4%	-4,0%	17,4%	6,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	9,1%	2,8%	-1,5%	3,7%	5,4%
180 fabrication de papier, carton,	5,3%	5,1%	3,6%	-2,6%	6,0%
190 raffinage petrole, cokefaction,	19,8%	14,0%	-0,5%	-4,1%	6,3%
200 fabrication de produits chimiques	10,6%	-4,0%	-13,8%	-7,2%	10,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	7,5%	0,2%	-3,1%	8,2%	6,3%
220 fabrication de verre, poterie	9,6%	2,0%	12,9%	8,1%	12,1%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	-3,8%	6,4%	-3,5%	10,4%	5,0%
240 fabrication de machines	22,7%	22,3%	-10,4%	42,2%	5,2%
250 fabrication d'équipements, d'appareils					
260 construction de matériels de transports	-2,5%	-5,6%	11,2%	0,2%	5,6%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	3,7%	3,9%	4,7%	-0,5%	4,3%
280 electricite, gaz et eau	-1,7%	12,3%	4,7%	6,5%	6,1%
290 construction	7,3%	-0,8%	11,2%	11,5%	12,5%
Secteur tertiaire	3,3%	4,7%	5,2%	5,0%	4,9%
300 commerce	2,7%	4,1%	5,6%	4,4%	4,5%
330 340 transports, postes et telecommunications	2,8%	5,4%	8,2%	5,7%	5,2%
330 transports	5,7%	4,5%	3,5%	4,7%	5,7%
340 postes et telecommunications	1,7%	5,7%	10,0%	6,0%	5,0%
390 education et formation	5,1%	2,5%	1,2%	3,7%	4,0%
400 activités de sante et action sociale	4,3%	1,3%	1,0%	5,7%	4,0%
999 Autres services	3,9%	5,6%	3,2%	5,3%	5,2%
310 services de la réparation	3,4%	6,4%	6,8%	3,0%	3,5%
320 services d'hébergement et restauration	4,8%	0,1%	10,1%	-2,3%	-2,0%
350 services financiers	12,6%	15,1%	-2,0%	9,3%	10,0%
360 activités immobilières	3,4%	4,1%	3,9%	2,7%	5,0%
370 activités des services aux entreprises	4,5%	4,6%	6,6%	5,1%	5,5%
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,6%	5,0%	4,0%	4,8%	5,0%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	15,4%	13,2%	5,5%	2,9%	10,0%
380 Activités d'administration publique	5,6%	3,4%	2,0%	4,9%	2,0%
Taxes nettes sur biens et services	6,3%	-0,2%	-0,9%	8,2%	6,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	1,8%	4,4%	3,6%	4,7%	5,4%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	1,2%	5,0%	4,2%	4,3%	5,3%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	4,4%	3,6%	3,9%	4,7%	5,3%
Production de biens et services	3,2%	4,1%	4,0%	4,1%	5,9%
Importations de biens et services	8,7%	11,0%	10,2%	-0,1%	2,2%
Taxes nettes sur les produits	6,3%	-0,2%	-0,9%	8,2%	6,0%
TOTAL DES RESSOURCES	4,2%	5,0%	4,8%	3,5%	5,3%
Consommations intermédiaires	5,3%	3,2%	3,8%	3,8%	6,6%
Consommation finale	1,9%	3,0%	2,5%	3,7%	3,2%
publique	5,5%	2,7%	1,4%	4,9%	2,0%
privée	1,3%	3,1%	2,7%	3,5%	3,4%
Formation brute de capital fixe	9,3%	2,9%	17,3%	7,1%	7,2%
publique	-8,7%	5,9%	2,7%	10,3%	9,8%
privée	16,0%	2,0%	22,8%	6,0%	6,5%
Exportations de biens et services	7,7%	9,2%	-1,0%	3,3%	3,3%
TOTAL DES EMPLOIS	4,2%	5,0%	4,8%	3,5%	5,3%

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
En milliards de francs CFA aux prix courants	2011	2012	2013	2014	2015
	déf	prov	est	est	prév
Secteur primaire	864,6	995,7	1015,1	1075,5	1156,2
010 020 agriculture	400,7	511,8	500,9	535,8	582,9
010 agriculture vivriere	312,3	400,1	385,9	418,3	452,2
020 agriculture industrielle ou d'exportation	88,4	111,7	114,9	117,5	130,7
030 elevage et chasse	288,1	295,2	325,6	341,1	362,0
040 sylviculture, exploitation forestiere,	61,1	64,0	65,2	67,9	70,6
050 pêche	114,6	124,7	123,5	130,8	140,8
Secteur secondaire	1461,5	1555,1	1547,9	1596,9	1748,5
060 activites extractives	141,5	193,1	147,0	142,9	160,9
080 fabrication de corps gras alimentaires	8,8	6,5	6,0	7,1	8,0
999 autres industries	856,1	884,0	891,2	890,3	956,9
070 Transformation et conservation de viande, poisson	154,0	161,9	179,6	184,9	196,1
090 travail de grains, fabrication de produits	38,8	37,0	37,3	28,4	30,7
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	39,2	42,6	43,3	48,0	52,2
110 fabrication de sucre, transformation	20,0	23,7	21,4	24,9	25,5
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	30,9	38,7	42,9	41,2	42,8
130 fabrication de boissons	26,0	23,8	22,8	24,6	25,9
140 fabrication de produits à base de tabac	12,6	11,8	14,6	14,4	15,3
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	67,2	66,7	62,1	48,3	46,8
160 fabrication du cuir; fabrication	9,9	10,2	9,8	11,3	12,1
170 travail du bois et fabrication d'articles	38,9	39,9	39,9	42,0	44,7
180 fabrication de papier, carton,	44,4	46,6	47,2	46,1	49,8
190 raffinage petrole, cokefaction,	26,4	30,7	28,5	25,5	26,2
200 fabrication de produits chimiques	103,3	103,6	85,2	78,4	89,6
210 fabrication de produits en caoutchouc	26,1	26,2	25,2	26,9	28,7
220 fabrication de verre, poterie	85,7	81,3	90,9	97,8	112,9
230 metallurgie, fonderie, fabrication	40,8	43,6	41,9	47,4	50,8
240 fabrication de machines	4,6	5,5	5,0	7,1	7,5
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de materiels de transports	5,4	5,1	5,7	5,8	6,2
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	81,8	85,3	87,8	87,4	93,0
280 electricite, gaz et eau	171,0	188,7	199,7	210,7	225,8
290 construction	284,1	283,0	304,1	345,9	396,9
Secteur tertiaire	3140,8	3347,8	3451,7	3616,7	3843,2
300 commerce	1085,2	1163,7	1185,6	1224,2	1292,1
330 340 transports, postes et telecommunications	703,3	752,5	788,7	855,4	912,5
330 transports	271,4	289,2	297,7	312,7	336,9
340 postes et telecommunications	431,9	463,4	490,9	542,8	575,6
390 education et formation	266,2	285,2	288,5	301,6	316,8
400 activites de sante et action sociale	87,8	92,5	93,8	100,2	106,3
999 Autres services	998,2	1053,9	1095,2	1135,2	1215,5
310 services de la reparation	60,3	64,0	65,4	66,6	70,3
320 services d'hebergement et restauration	51,0	50,3	55,6	54,7	54,1
350 services financiers	220,2	247,2	261,9	283,1	314,6
360 activites immobilieres	373,0	387,2	400,7	403,3	431,9
370 activites des services aux entreprises	328,6	347,8	364,6	379,1	408,0
410 activites à caractere collectif ou personnel	116,8	123,9	129,3	134,1	142,9
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-151,7	-166,4	-182,5	-185,7	-206,4
380 Activites d'administration publique	439,9	478,4	484,9	503,0	520,7
Taxes nettes sur biens et services	876,1	886,7	887,1	949,3	1015,9
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6782,8	7263,8	7386,7	7741,3	8284,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	5906,7	6377,1	6499,6	6792,1	7268,7
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl	6382,1	6752,0	6885,8	7205,5	7701,6
Production de biens et services	11816,9	12590,7	12853,8	13570,6	14726,8
Importations de biens et services	3029,6	3549,3	3587,6	3587,5	3723,6
Taxes nettes sur les produits	876,1	886,7	887,1	949,3	1015,9
TOTAL DES RESSOURCES	15722,6	17026,6	17328,4	18107,3	19466,2
Consommations intermédiaires	5910,2	6213,6	6354,1	6778,5	7458,1
Consommation finale	6287,2	6670,8	6866,4	7193,6	7532,7
publique	1052,5	1108,2	1133,1	1200,3	1242,6
privée	5234,7	5562,5	5733,3	5993,4	6290,1
Formation brute de capital fixe	1660,0	1714,2	1884,0	2039,7	2222,6
publique	411,0	452,3	451,4	503,0	563,1
privée	1249,0	1261,9	1432,6	1536,8	1659,6
Variation de stocks	77,8	402,7	174,5	-23,1	29,3
Exportations de biens et services	1787,3	2025,4	2049,4	2118,7	2223,5
TOTAL DES EMPLOIS	15722,6	17026,6	17328,4	18107,3	19466,2

DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999					
Variation en %	2011	2012	2013	2014	2015
	déf	prov	est	est	prév
Secteur primaire	3,6%	5,7%	-0,7%	2,3%	2,0%
010 020 agriculture	0,6%	9,0%	-2,5%	2,2%	1,9%
010 agriculture vivriere	-1,8%	9,5%	-4,5%	2,0%	2,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-0,8%	7,6%	4,2%	2,0%	2,0%
030 élevage et chasse	4,2%	2,2%	1,8%	2,0%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	-0,3%	0,0%	-2,5%	1,0%	1,0%
050 pêche	12,4%	5,8%	3,7%	5,0%	4,0%
Secteur secondaire	5,0%	2,6%	-3,7%	0,3%	2,0%
060 activites extractives	10,5%	26,3%	-12,2%	1,2%	3,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	14,5%	-5,5%	-2,2%	-0,6%	2,0%
999 autres industries	4,0%	-0,3%	-1,2%	0,6%	2,2%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	-2,5%	2,5%	8,4%	6,9%	2,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	13,5%	-0,2%	-6,3%	-7,4%	2,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	2,3%	-1,0%	-2,3%	-4,9%	2,0%
110 fabrication de sucre, transformation	3,6%	-0,3%	0,9%	0,0%	2,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	4,1%	-1,7%	-0,6%	0,6%	2,0%
130 fabrication de boissons	3,2%	-1,8%	-1,4%	5,3%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	-2,1%	-7,9%	14,5%	0,0%	2,0%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	-3,7%	-2,0%	-11,7%	-1,7%	2,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	3,5%	1,1%	0,3%	-1,5%	1,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	3,3%	-0,2%	1,3%	1,6%	1,0%
180 fabrication de papier, carton,	6,1%	-0,2%	-2,2%	0,3%	2,0%
190 raffinage petrole, cokefaction,	30,0%	1,8%	-6,6%	-6,8%	-3,2%
200 fabrication de produits chimiques	12,9%	4,4%	-4,6%	-0,9%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	3,8%	0,3%	-0,6%	-1,7%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	1,1%	-7,1%	-0,9%	-0,5%	3,0%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	9,9%	0,2%	-0,4%	2,5%	2,0%
240 fabrication de machines	4,1%	-1,5%	0,1%	0,7%	1,0%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	3,8%	-0,3%	0,3%	1,0%	2,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	6,0%	0,4%	-1,6%	0,0%	2,0%
280 electricite, gaz et eau	1,3%	-1,8%	1,2%	-0,9%	1,0%
290 construction	7,4%	0,4%	-3,4%	2,0%	2,0%
Secteur tertiaire	3,9%	1,8%	-2,0%	-0,2%	1,3%
300 commerce	5,3%	3,0%	-3,5%	-1,1%	1,0%
330 340 transports, postes et telecommunications	2,7%	1,5%	-3,2%	2,6%	1,4%
330 transports	6,9%	2,0%	-0,5%	0,3%	1,9%
340 postes et telecommunications	-0,3%	1,5%	-3,7%	4,3%	1,0%
390 education et formation	4,3%	4,5%	0,0%	0,8%	1,0%
400 activites de sante et action sociale	3,2%	4,0%	0,4%	1,1%	2,0%
999 Autres services	3,1%	0,0%	0,7%	-1,6%	1,7%
310 services de la reparation	5,7%	-0,2%	-4,3%	-1,1%	2,0%
320 services d'hebergement et restauration	4,4%	-1,4%	0,4%	0,6%	1,0%
350 services financiers	-0,3%	-2,4%	8,1%	-1,1%	1,0%
360 activites immobilieres	1,7%	-0,3%	-0,4%	-2,0%	2,0%
370 activites des services aux entreprises	4,9%	1,2%	-1,6%	-1,1%	2,0%
410 activites à caractere collectif ou personnel	2,8%	1,0%	0,4%	-1,1%	1,5%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-1,0%	-3,0%	4,0%	-1,1%	1,0%
380 Activites d'administration publique	6,3%	5,2%	-0,6%	-1,1%	1,5%
Taxes nettes sur biens et services	3,5%	1,4%	0,9%	-1,1%	1,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	4,1%	2,6%	-1,9%	0,1%	1,6%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl)	4,4%	2,2%	-1,8%	-0,1%	1,5%
Production de biens et services	5,2%	2,3%	-1,8%	1,4%	2,5%
Importations de biens et services	8,1%	5,5%	-8,3%	0,1%	1,6%
Taxes nettes sur les produits	3,5%	1,4%	0,9%	-1,1%	1,0%
TOTAL DES RESSOURCES	5,8%	3,1%	-2,9%	0,9%	2,1%
Consommations intermédiaires	6,1%	1,8%	-1,5%	2,7%	3,2%
Consommation finale	3,4%	3,0%	0,4%	1,0%	1,5%
publique	5,3%	2,5%	0,9%	1,0%	1,5%
privée	2,9%	3,1%	0,4%	1,0%	1,5%
Formation brute de capital fixe	7,1%	0,4%	-6,7%	1,3%	1,6%
publique	7,0%	4,0%	-2,8%	1,0%	2,0%
privée	7,5%	-0,9%	-7,5%	1,2%	1,4%
Exportations de biens et services	4,2%	3,8%	-0,8%	0,1%	1,6%
TOTAL DES EMPLOIS	5,8%	3,1%	-2,9%	0,9%	2,1%

En % du PIB	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Secteur primaire	12,7%	13,7%	13,7%	13,9%	14,0%
010 020 agriculture	5,9%	7,0%	6,8%	6,9%	7,0%
010 agriculture vivriere	4,6%	5,5%	5,2%	5,4%	5,5%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	1,3%	1,5%	1,6%	1,5%	1,6%
030 élevage et chasse	4,2%	4,1%	4,4%	4,4%	4,4%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
050 pêche	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Secteur secondaire	21,5%	21,4%	21,0%	20,6%	21,1%
060 activites extractives	2,1%	2,7%	2,0%	1,8%	1,9%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,2%	12,2%	12,1%	11,5%	11,6%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,3%	2,2%	2,4%	2,4%	2,4%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,6%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
110 fabrication de sucre, transformation	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%	0,6%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
180 fabrication de papier, carton,	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
190 raffinage petrole, cokefaction,	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%
200 fabrication de produits chimiques	1,5%	1,4%	1,2%	1,0%	1,1%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
220 fabrication de verre, poterie	1,3%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%
280 electricite, gaz et eau	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%
290 construction	4,2%	3,9%	4,1%	4,5%	4,8%
Secteur tertiaire	46,3%	46,1%	46,7%	46,7%	46,4%
300 commerce	16,0%	16,0%	16,1%	15,8%	15,6%
330 340 transports, postes et telecommunications	10,4%	10,4%	10,7%	11,1%	11,0%
330 transports	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	4,1%
340 postes et telecommunications	6,4%	6,4%	6,6%	7,0%	6,9%
390 education et formation	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,8%
400 activites de sante et action sociale	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
999 Autres services	14,7%	14,5%	14,8%	14,7%	14,7%
310 services de la reparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%
320 services d'hebergement et restauration	0,8%	0,7%	0,8%	0,7%	0,7%
350 services financiers	3,2%	3,4%	3,5%	3,7%	3,8%
360 activites immobilieres	5,5%	5,3%	5,4%	5,2%	5,2%
370 activites des services aux entreprises	4,8%	4,8%	4,9%	4,9%	4,9%
410 activites à caractere collectif ou personnel	1,7%	1,7%	1,8%	1,7%	1,7%
420 Services d'intermediation financiere i. m.	-2,2%	-2,3%	-2,5%	-2,4%	-2,5%
380 Activites d'administration publique	6,5%	6,6%	6,6%	6,5%	6,3%
Taxes nettes sur biens et services	12,9%	12,2%	12,0%	12,3%	12,3%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl	94,1%	93,0%	93,2%	93,1%	93,0%
Production de biens et services	174,2%	173,3%	174,0%	175,3%	177,8%
Importations de biens et services	44,7%	48,9%	48,6%	46,3%	44,9%
Taxes nettes sur les produits	12,9%	12,2%	12,0%	12,3%	12,3%
TOTAL DES RESSOURCES	231,8%	234,4%	234,6%	233,9%	235,0%
Consommations intermédiaires	87,1%	85,5%	86,0%	87,6%	90,0%
Consommation finale	92,7%	91,8%	93,0%	92,9%	90,9%
publique	15,5%	15,3%	15,3%	15,5%	15,0%
privée	77,2%	76,6%	77,6%	77,4%	75,9%
Formation brute de capital fixe	24,5%	23,6%	25,5%	26,3%	26,8%
publique	6,1%	6,2%	6,1%	6,5%	6,8%
privée	18,4%	17,4%	19,4%	19,9%	20,0%
Variation de stocks	1,1%	5,5%	2,4%	-0,3%	0,4%
Exportations de biens et services	26,4%	27,9%	27,7%	27,4%	26,8%
TOTAL DES EMPLOIS	231,8%	234,4%	234,6%	233,9%	235,0%

Tableau 1 : TOFE

version Msfp 1986

<i>période</i>	2011	2012	2013	2014	2015 Proj
1. Total recettes et dons	1525,6	1670,3	1659,0	1927,0	2004,0
1.1 Recettes budgétaires et FSE	1375,6	1464,0	1471,4	1673,5	1764,0
- Recettes budgétaires (hors Fse)	1336,4	1423,0	1433,0	1623,7	1712,0
<i>pm. Recettes budg (hors Mittal)</i>			1433,0	1574,7	1687,0
Recettes fiscales	1286,9	1352,0	1342,8	1482,5	1595,5
Recettes non fiscales hors Mittal	49,5	71,0	90,2	92,2	91,5
Ressources Mittal				49,0	25,0
- FSE	39,2	41,0	38,4	49,8	52,0
1.2 Dons	150,0	206,3	187,5	253,5	240,0
Budgétaires	37,5	52,0	19,8	40,3	40,0
En capital	112,5	154,3	167,7	213,2	200,0
2. Dépenses totales et prêts (net)	1980,2	2090,0	2059,0	2318,7	2400,1
2.1 Dépenses courantes	1233,4	1257,0	1262,8	1409,3	1417,1
Traitements et salaires	427,5	461,5	464,7	485,4	526,0
Intérêts sur la dette publique	104,0	108,0	113,2	131,0	150,8
Extérieure	62,0	52,0	55,4	62,7	76,8
Intérieure	42,0	56,0	57,8	68,3	74,0
Autres dépenses courantes	701,9	687,5	684,9	792,9	740,3
Fournitures, entretien et autres	355,9	320,5	313,6	443,0	375,0
Transferts et subventions	335,0	355,0	336,2	349,9	315,3
Dépenses courantes FSE			35		50
2.2 Dépenses en capital	718,4	813,7	801,3	899,1	975,7
Financement intérieur et sur prêts non concess	474,9	491,5	477,3	508,3	570,7
Financement extérieur	243,5	322,2	324,0	390,9	405,0
2.3 Prêts nets	28,4	19,3	-5,1	10,3	7,3
Prêts rétrocédés	35,9	37,3	10,4	10,7	10,0
Remboursement des prêts rétrocédés	-7,5	-18,0	-15,5	-0,4	-2,7
2.4 Coûts temporaires des réformes structurelles	0,0				
Solde Global de l'Administration Centrale Entités non financières du secteur public	-454,6	-419,7	-400,0	-391,7	-396,2
Revenues			338,3		
Depenses			338,7		
Solde Global des entités non fin. du secteur public	0,0	0,0	-0,4	4,6	0,0
Solde global Adm. Cent. et entités non fin. du secteur public (dons compris)			-400,4	-387,1	-396,2
Balance primaire Adm. Centrale	-350,6	-311,7	-287,2	-256,1	-245,3
Solde de base (déf. UEMOA)	-332,7	-284,5	-268,6	-244,1	-223,9
4. Ajustments base caisse	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0
Variations des arriérés (réd.=)			0,0		
Autres (fonds en route)			0,2	3,1	
constitutions			39,4	51,7	
Règlements			-39,2	-48,6	
5. Solde global dons compris (Adm. Cent. et entités)	-454,6	-419,7	-400,4	-384,0	-396,2
Solde global dons non compris (-)	-604,6	-626,0	-587,9	-637,5	-636,2

(en milliards sauf indication contraire)	2011,0	2012,0	2013	2014	2015
6. Financement	454,6	419,7	400,4	384,0	396,2
7. Financement extérieur	421,6	470,5	151,0	459,9	329,7
Tirages hors titres publics	175,0	322,9	219,9	205,1	218,1
<i>Trésorerie</i>	39,8	117,9	53,2	19,7	67,0
<i>Prêts projets</i>	135,2	205,0	166,7	185,4	151,0
Amortissement	-175,4	-84,0	-80,0	-65,2	-73,0
Assistance PPTTE (intérêts et amortissements)	13,2	21,0	17,3	16,0	
Emissions Bons Trésor, obligations, Banque	184,4	210,6	-6,3	-20,9	123,9
<i>dont Bons du Trésor</i>	81,8	66,4	-24,2	-62,1	32,8
<i>dont emprunt obligataire</i>	72,6	144,2	17,9	-21,6	88,5
<i>dont Autres emprunts (APE)</i>	30,0		0,0	62,9	2,6
Sukuk					-9,3
Emprunts non concessionnels	224,4	0,0	0,0	250,0	70,0
<i>dont Emissions</i>		0,0		250,0	0,0
<i>dont Remboursements</i>					
Emprunts Crédit suisse				91,4	
<i>dont Crédit suisse</i>				98,4	
<i>dont rachat Crédit suisse</i>				-7,0	
Autres emprunts non concessionnels		0,0			70,0
Dépôts à l'extérieur		0,0		-16,4	
8 Financement intérieur (I.+II.)	33,0	-50,8	250,7	-76,5	66,6
I. Financement Bancaire (A+B+C)	12,0	-195,3	162,7	86,9	147,4
A. BCEAO (1+2+3)		-158,9	31,2	-168,8	33,9
1. Concours		-19,2	-16,6	-25,9	-36,2
Avances statutaire		-8,4	0,0	0,0	0,0
Titres d'Etat				0,0	
Variation net FMI et contrepart SDR			-11,4	-20,6	-30,7
<i>Contrepart of SDR</i>		0,0			-11,9
<i>Variation net FMI</i>		5,2			-18,8
Dépôt Koweïtien		5,4	-5,2	-5,3	-5,5
2. Dépôts		-137,9	48,5	-142,9	70,1
3. Encaisse du Trésor		-1,8	-0,7	0,0	0,0
B. Banques commerciales		-38,4	130,8	255,7	113,5
1. Concours		-47,3	128,6	209,5	113,5
dont Titres Publics nets ()		-47,1	68,6		132,6
Titres d'Etat ()					0,0
Bons du Trésor par adjudication		-32,9	-23,2	8,3	21,1
Bons du Trésor hors adjudication		-18,0	10,0	-2,3	0,0
Bons du Trésor en compte de dépôt		0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunt obligataire par adjudication		12,9	50,7	-22,3	71,4
Emprunt obligataire par APE		-9,1	31,0	37,0	40,1
Dettes bancaires directes net ()		-0,2	60,0	188,8	-19,0
<i>Autres dettes bancaires</i>			0,0		0,0
<i>Banque AtlantiqueOA</i>				88,8	0,0
<i>Financement par sukuk</i>				100	-15,7
<i>BIS</i>					-3,3
2. Dépôts et obligations cautionnées		8,9	2,2	46,2	0,0
C. Institutions financières non-bancaires					
Dépôts aux Centres de Chèques Postaux		2,0	0,7	0,0	0,0
II. Financement non-bancaire	21,0	144,5	87,9	-163,4	-80,8
Titres d'Etat détenus hors du système bancaire		0,0	-0,6	3,0	0,0
Ressources privatisations & actifs		39,5	11,4	0,0	0,0
Arriérés extra-budgétaires	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correspondants		36,0	112,6	-110,2	0,0
Règlements chèques en instances comptes dépôts					-81,6
Autres 5/	0,0	85,0	-35,5	-56,2	0,8
Emprunts d'équipement à long terme (PBE)		0,0	0,0	0,0	0,0
Bons de Trésor sur formule		0,0	0,0	0,0	0,8
Autres		85,0	-35,5	-56,2	0,0
Régularisation (dégonflement sur les comptes de dépôt)		-16,0	0,0	0,0	
Erreurs et omissions	0,0	-0,1	-1,3	0,6	0
9. Ecart de financement	0	0	0	0,0	0,0

Balance des paiements

En milliards de F.CFA	2011	2012	2013	2014 Est	2015 PROJ
BALANCE DES BIENS	-1 183,6	-1 468,9	-1 471,0	-1 413,4	-1 438,1
EXPORTATIONS FOB	1 236,8	1 402,0	1 422,5	1 447,8	1 540,7
IMPORTATIONS FOB	2 420,4	2 870,9	2 893,5	2 861,2	2 978,8
SERVICES NETS	-58,6	-55,0	-55,9	-55,5	-62,0
dont FRET ET ASSURANCE	-329,9	-386,5	-387,8	-390,0	-405,8
REVENUS NETS	-132,8	-153,8	-159,5	-169,7	-181,4
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	-56,5	-47,3	-51,9	-62,7	-74,0
TRANSFERTS COURANTS	834,0	897,6	920,9	958,3	1 015,2
PRIVES	771,7	821,8	878,4	900,7	946,6
PUBLICS	62,3	75,8	42,5	57,6	68,5
TRANSACTIONS COURANTES	-541,0	-780,2	-765,5	-680,3	-666,3
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERE	482,2	722,6	733,4	899,9	748,7
COMPTE DE CAPITAL	119,4	202,8	181,5	222,3	203,0
TRANSFERTS DE CAPITAL	121,2	165,3	183,0	224,8	205,8
PRIVES	6,6	6,8	7,3	9,5	9,7
PUBLICS	114,6	158,5	175,8	215,3	196,1
Acquisitions / cessions d'actifs financiers non pr	-1,8	37,5	-1,5	-2,5	-2,8
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BC	362,8	519,8	551,8	677,6	545,7
- CAPITAUX PUBLICS	426,0	334,4	207,2	534,1	337,9
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	325,5	128,7	2,3	229,2	122,9
AUTRES INVESTISSEMENTS	100,5	205,7	204,8	304,9	215,1
dont TIRAGES	175,0	323,0	257,9	370,1	288,1
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-56,5	-47,3	-51,9	-65,2	-73,0
- CAPITAUX PRIVES	-63,3	185,4	344,7	143,5	207,7
INVESTISSEMENTS DIRECTS	137,2	112,4	137,3	151,1	188,3
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	27,0	2,9	-8,0	23,0	32,4
AUTRES INVESTISSEMENTS	-227,5	70,0	215,4	-30,6	-13,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	3,8	4,1	5,6	0,0	0,0
SOLDE GLOBAL	-55,1	-53,5	-26,5	219,6	82,3
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS					
NETS	55,1	53,5	26,5	-219,6	-82,3
- BANQUE CENTRALE	6,2	-49,3	16,6	-100,5	
- BANQUES DE DEPOTS	48,9	100,5	9,9	-119,1	
PIB (Pour Mémoire)	6 782,8	7 263,8	7 386,7	7 741,6	8 284,8
CC 5ème édition / PIB	-8,0	-10,7	-10,4	-8,8	-8,0
CCHD	-579,3	-832,9	-785,3	-720,6	-711,4
CCHD / PIB	-8,5	-11,5	-10,6	-9,3	-8,6
Commercial/Pib			-19,9	-18,3	-17,4

1.Situation monétaire intégrée (SMI)

(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2012	2013	2014	2015
AVOIRS EXTERIEURS NETS	879,4	858,3	1078,0	1160,3
BCEAO	775,5	764,2	864,7	947,0
BANQUES	103,9	94,1	213,3	213,3
CREDIT INTERIEUR	2239,7	2565,4	2637,6	3084,9
P N G	94,9	151,1	69,8	214,8
CREDITS A L'ECONOMIE	2144,8	2414,3	2567,7	2870,1
CREDITS DE COURT TERME	1091,0	1214,1	1280,7	1570,6
dont crédits de campagne	4,0	18,0	9,2	9,2
CREDITS DE MOYEN ET LONG TERME	959,8	1073,4	1159,0	1297,4
ACTIF=PASSIF	3119,1	3423,7	3715,6	4245,2
MASSE MONETAIRE	2893,5	3125,3	3482,4	4014,2
Circulation fiduciaire	584,6	619,9	685,1	757,9
DEPOTS	2309,0	2505,5	2797,4	3256,3
DEPOTS EN CCP	7,9	7,9	7,9	7,9
DEPOTS EN CNE	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPOTS A VUE	1181,5	1355,9	1427,6	1668,0
DEPOTS A TERME	1118,4	1139,9	1359,7	1578,3
AUTRES ELEMENTS NETS	224,5	296,6	231,0	231,0